

# LES MONNAIES LOCALES Instrument d'échange alternatif ?



En Decembre 2009

## **Les monnaies locales**

Présentation par Claude Layalle  
le

**Jeudi 10 décembre 2009**

A la Maison des Associations  
Ancienne gare de Reuilly

## SOMMAIRE

1	Les sept fonctions de la monnaie.....	3
1.1	La monnaie instrument d'échange .....	3
1.2	La monnaie instrument de compte et de hiérarchisation des valeurs....	3
1.3	La monnaie instrument d'épargne, de réserve et de thésaurisation .....	3
1.4	La monnaie, instrument d'ordre social.....	4
1.5	Les fonctions socio-économiques de la monnaie .....	4
1.6	La monnaie, instrument de politique économique.....	5
2	Les monnaies alternatives.....	5
2.1	Pourquoi des monnaies alternatives ?.....	5
2.2	Des moyens d'échanges qui cachent leur jeu .....	6
2.3	Le « CREDITO » argentin .....	7
2.4	Le WIR, monnaie professionnelle suisse .....	8
2.5	Les SEL, systèmes d'échanges solidaires .....	8
2.6	Le projet SOL (solidaire) .....	9
2.7	Le Palmas, la monnaie de la favella .....	11
2.8	La monnaie locale à l'Allemande : Le Chiemgauer .....	11
2.9	Le Sucre, monnaie de l'ALBA.....	13
2.10	Les Eurodevises, la monnaie privée des banques .....	13
3	Questions pour un débat .....	15
3.1	Des caractéristiques communes.....	15
3.2	Quels choix pour de nouvelles politiques ?.....	16
4	Dans le débat .....	16

# 1 Les sept fonctions de la monnaie

Christian BIALES, professeur d'économie à l'université de Montpellier, définit trois fonctions « utilitaires » aux monnaies existant dans le monde<sup>1</sup>, et quatre autres possibles d'ordre social économique ou politique.

L'intérêt de l'approche de Christian BIALES est de prendre en compte les attributs non économiques de la monnaie.

## ***1.1 La monnaie instrument d'échange***

Depuis la plus haute antiquité, cette fonction est considérée comme fondamentale et indispensable à l'organisation de toute communauté dont chacun apporte des éléments indispensables à d'autres.

## ***1.2 La monnaie instrument de compte et de hiérarchisation des valeurs***

La différence de valeur entre deux objets échangés est la plupart du temps subjective : Une échelle monétaire acceptée par tous permet d'établir une base comparative nécessaire à la transaction, dans le cadre de l'étalon monétaire employé.

Bien entendu, la stabilité de cet étalon, l'érosion monétaire, l'inflation, la spéculation sont des instruments de contexte qui peuvent fausser les calculs économiques autant que les termes de l'échange.

## ***1.3 La monnaie instrument d'épargne, de réserve et de thésaurisation***

Le passage par la monnaie permet de déconnecter dans le temps la mise sur le marché d'un produit donné et l'acquisition d'un autre produit en contre partie du premier. Il n'y a plus à proprement parler d'échange direct, comme dans le cas du troc, mais passage par une étape intermédiaire.

La quantité de monnaie acquise lors de la vente devenant un bien intermédiaire permet l'achat de n'importe quel autre produit ou peut être

---

<sup>1</sup> <http://www.christian-biales.net/documents/Mofifonction.PDF>

conservée et accumulée. Cette faculté est à la base du capitalisme et de l'accumulation du capital, et permet de nombreuses formes de spéculation.

### **1.4 La monnaie, instrument d'ordre social**

Dans les sociétés primitives elle a notamment contribué à substituer l'échange à la capture et dans les économies plus modernes elle est le lien permettant de solidariser des opérations économiques réalisées indépendamment les unes des autres.

Pour Karl Poliani<sup>2</sup>, la monnaie est « encastrée » dans l'organisation sociale et toute monnaie est fondée sur la confiance : un créancier accepte une monnaie en paiement s'il est sûr qu'il pourra l'utiliser à son tour pour régler ses propres créances.

En tant qu'élément des règles sociales d'une communauté, la monnaie est autant une convention qu'une institution.

### **1.5 Les fonctions socio-économiques de la monnaie**

Toute monnaie repose d'abord sur une organisation. S'agissant des monnaies nationales, le système s'intègre de droit aux règles de fonctionnement de la nation (ou de l'Union dans le cas spécifique de l'UE). Depuis les années 90, tous les pays l'un après l'autre (et l'UE depuis Maastricht) ont confié la création et la gestion des monnaies fiduciaires aux banques centrales, et l'essentiel de la circulation monétaire aux banques secondaires avec un niveau d'intervention des états de plus en plus limités. De régaliennne, la monnaie est devenue privée.

C'est depuis les années 90 le réseau bancaire qui doit par délégation assurer la sécurité monétaire, la confiance éthique, la circulation de la monnaie et le refinancement de l'économie. Depuis le déclenchement de la crise, on sait comment il s'est acquitté de cette mission.

La monnaie dans les limites de sa réglementation assure à ses détenteurs :

- **Une liberté** de pouvoir d'achat et de pouvoir de choix ;
- **Une servitude** : comme toute créance, la monnaie ne vaut que ce que vaut celui qui la gère : stricto sensu la banque qui l'encadre et au delà le système économique qui la soutient

---

<sup>2</sup> Historien Hongrois de l'économie (1886-1964), souvent considéré comme un anthropologue de l'histoire ancienne des marchés

## **1.6 La monnaie, instrument de politique économique**

La politique monétaire qui a cours aujourd'hui, inspirée par Milton Friedman et les monétaristes repose dans le cadre de l'après-Bretton-woods sur des options anti-inflationnistes dans la sphère réelle et une liberté totale qui en explique les dérives dans la sphère financière et spéculative.

## **2 Les monnaies alternatives**

### **2.1 Pourquoi des monnaies alternatives ?**

Les Chambres Régionales D'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) regroupant les fédérations et organismes régionaux de coopératives, mutuelles, associations et fondations qui se réclament d'une économie au service de l'homme nous livrent l'explication dans l'encadré ci-après :

*A l'origine, la monnaie ne servait qu'à faciliter les échanges commerciaux. Puis la fonction spéculative a pris le pas sur la fonction d'échange, créant des mécanismes de paupérisation et d'exclusion.*

*L'idée des monnaies alternatives, sociales ou locales... est d'empêcher la spéculation en créant une unité d'échange parallèle servant à rémunérer des services d'utilité écologique, sociale et d'intérêt collectif de sorte que, l'accumulation de ces unités n'étant pas rémunérée, elles soient réinjectées dans le circuit économique et social.*

Sans vouloir démentir cette analyse exacte dans beaucoup de cas, on doit clarifier la notion d'intérêt collectif ici considérée : Contrairement aux monnaies légales, les monnaies alternatives ont cours et sont utilisées dans le cadre d'une communauté déterminée, associative, professionnelle, sectorielle ou régionale qui en définit les modalités : nous aurons des exemples dans lequel l'intérêt collectif n'est pas directement lié à des préoccupations écologiques ou sociales.

Chaque communauté, chaque association créant une monnaie locale en est aussi la gérante, suivant ses règles propres pourvu qu'elles restent compatibles avec le cadre légal du lieu où on lui donne cours. Il en résulte une grande diversité de buts et d'application des monnaies locales : depuis les pratiques argentines devant l'écroulement du système bancaire local jusqu'à la combine spéculative des eurodevises dans les paradis fiscaux en passant par des systèmes d'échanges solidaires comme les SEL.

On ne peut évidemment pas décrire en détail chacune des centaines de monnaies locales qui ont fleuri dans le monde et pour certaines s'y perpétuent encore aujourd'hui. Essayons néanmoins de survoler l'essentiel de ce paysage contrasté.

## ***2.2 Des moyens d'échanges qui cachent leur jeu***

Avant de passer aux « véritables » monnaies, rappelons que les biens, les services ou les richesses diverses s'échangent depuis la nuit des temps suivant diverses modalités ne passant pas toujours par l'intermédiaire de la monnaie. La valeur portée peut être symbolique ou résulter de la rareté et de l'authenticité du support (objets de collection thésaurisable ou négociables). Parmi ces « monnaies » insolites, citons les jetons de présence des administrateurs, les jetons de jeu dans les casinos, les timbres émis par les administrations postales, les monnaies factices utilisées dans certaines manifestations publiques pour éviter les manipulations d'argent réel. **La mairie de Paris, par exemple, en 2009 a commercialisé des jetons touristiques portant ses armes.**

Avec l'avènement du numérique citons les cartes bancaires et les outils d'achat sur web véhiculant une monnaie scripturale, sans support matériel, dont la valeur repose essentiellement sur la confiance que l'on a dans l'outil qui la véhicule.

Nous allons maintenant voir en détail quelques monnaies locales existantes.

## 2.3 Le « CREDITO » argentin

Un journal du Québec rappelait récemment son aventure<sup>3</sup> :

[ Fin 2001. Après deux ans de récession et de mauvaise gestion, l'économie de l'Argentine s'effondre. Le Fonds monétaire international ne consent plus de prêts. La dette publique s'enlise. La fuite des capitaux devient vite incontrôlable. Les retraits sont bloqués[]. Le peso est dévalué. []. Au plus fort de la crise, le taux de chômage atteint 23 % et celui de la pauvreté, 57 %.[] Sans emploi ni revenus, les Argentins sont contraints de chercher une façon de s'approvisionner sans avoir à utiliser le peso comme monnaie d'échange. Plusieurs se sont alors «convertis» aux clubs de troc []. Au pire de la crise, le nombre d'adhérents à ce réseau global des clubs de troc [*est grimpé*] à près de trois millions.[] Un pain contre un veston, un gâteau d'anniversaire contre... une consultation psychologique. Les échanges de biens et services se faisaient entre un petit groupe de personnes réunies au sein d'un club de troc fleurissant à l'ombre des hypermarchés Carrefour [] Des bons de troc, appelés **crédito**, pouvaient être émis, mais ils ne pouvaient pas être accumulés.

[Au fur et à mesure qu'il gagnait en popularité, le réseau de troc a gonflé comme une bulle qui a fini par éclater, dès le milieu de l'année 2002, à cause de ses problèmes liés à des conflits dans le réseau et à des défaillances dans l'émission du crédito : le nombre de clubs baisse, et il n'y en a plus que 1500 fin 2002.]

Le système disparaîtra pratiquement en 2003, au retour de la stabilité monétaire et économique et après le décrochage du Peso de Dollar, une contrainte qui avait largement précipité la crise.

L'auteure de l'article conclut « *Le cas argentin doit être replacé dans une perspective sociale et historique : il s'agissait d'une petite initiative locale qui s'est étendue de façon importante, en grande partie en raison de la crise* »

---

<sup>3</sup> Source : Un article de Lisa-Marie Gervais, le 24 avril dernier, dans le journal québécois « Le Devoir » sous le titre « complètement troc, ces argentins »

## **2.4 Le WIR, monnaie professionnelle suisse**

Cette monnaie privée suisse à usage principalement des PME est l'une des plus ancienne créée en 1934 et utilisée aujourd'hui par plus de 60 000 adhérents, gérée par la banque WIR. C'est la dernière survivante de diverses expériences de troc plus ou moins élaborées développées dans les conditions des années 30.

Le principe est le suivant : le WIR a la valeur nominale du franc suisse mais n'est pas convertible (du moins officiellement). C'est un système fermé, dans lequel les adhérents achètent, vendent, empruntent en WIR, la banque étant couverte légalement par les dépôts en francs suisse des épargnants auxquels elle propose des placements dans les conditions normales du marché. La banque a donc une double activité, de placement comme toutes les banques suisses, mais aussi de circulation monétaire en monnaie privée au profit de ses adhérents. La banque prélève moins de 1% de chaque transaction en WIR et par ailleurs prête en WIR à des taux exceptionnellement bas.

**Avantages :** dans le monde « WIR » 60 000 PME ou particuliers échangent entre eux, font des affaires, investissent dans leur entreprise sans passer par le marché financier et cela favorise le développement économique local autant que la vie de ces entreprises qui, bien entendu peuvent vendre leurs produits ou services sur le marché public en francs suisses ou sur le marché fermé en WIR.

**Dangers :** Ce système n'est pas à l'abri de l'inflation : Commerçant entre eux, certains participants peuvent accumuler des bénéfices en WIR dont ils ne savent quoi faire car le WIR n'est pas convertible. Certains en revendent alors « au noir » et à prix cassé, ce qui est illégal et interdit.

## **2.5 Les SEL, systèmes d'échanges solidaires**

Supportés par des associations à but non lucratifs, les SEL ou systèmes d'échange local sont le support d'échanges de bien, de savoirs ou de services sans avoir recours à la monnaie officielle.



Chaque SEL crée sa propre monnaie alternative portant des noms symboliques (grain de SEL, cacahuète, truffes, bouchons, noix de coco, clous, ...). Il y a à ce jour 367 SEL référencés<sup>4</sup> en France.

Sous des formes d'organisation très diverses, ils échangent autrement, en se délivrant de la tyrannie de l'économie de marché et sur une base de besoins réciproques.

Les termes de l'échange peuvent varier suivant les SEL. La valeur des produits ou des services échangés s'évalue souvent avec comme base le temps de travail, une conception plus proches des définitions d'Adam Smith que de Milton Friedman : c'est une certaine conception du marché libre et de la transaction de gré à gré plus proche de la conception libérale que ne le souhaiteraient de nombreux militants du SEL, qui se réclament souvent de l'anti-libéralisme.

Pour chaque transaction, un bon en trois exemplaires est établi, un pour le bénéficiaire qui est alors redevable d'un service équivalent auprès d'un autre membre de l'association, un pour le « fournisseur » qui lui devient bénéficiaire potentiel et un pour l'association qui gère le compte de chacun.

L'état et le fisc ferment les yeux sur ces opérations considérées comme non professionnelles et occasionnelles, certains commerçants y voient de la concurrence déloyale, les participants, outre le caractère non marchand de la transaction en apprécient le caractère militant et solidaire.

Pour des raisons évidentes, l'usage des SEL ne peut être que complémentaire à la monnaie officielle, parce que les monnaies SEL ne sont pas convertibles et tout simplement parce que dans leur fonctionnement au sein de la cité, on peut avoir à faire face à des dépenses hors du système SEL : acheter de l'essence, de la peinture ou des pinceaux, etc...

## ***2.6 Le projet SOL (solidaire)***

---

<sup>4</sup> Selon <http://www.selidaire.org/>

Le SOL, monnaie encore au stade de l'expérimentation n'est pas une monnaie locale en soi.

Les promoteurs du projet, le partenariat d'une banque (crédit coopératif), de compagnies d'assurances (MAIFF, MACIF), du groupe Chèque Déjeuner et des régions françaises, avec le soutien du Fonds Social Européen, le définissent comme une monnaie sans limites géographiques impératives mais « fondante »<sup>5</sup> : les SOL acquis, s'ils ne sont pas utilisés, sont réaffectée collectivement à des projet d'utilité sociale et écologique.

Il y a 3 voies pour échanger des SOL :

- 1 Sol Coopération : Ca fonctionne comme une carte de fidélité. On acquiert des SOL en vendant biens ou services dans le réseau SOL et on peut les utiliser en achetant dans le même réseau.
- 2 SOL engagement : On acquiert des SOL par une action bénévole et on peut les utiliser pour obtenir des services, ça marche comme un SEL.
- 3 SOL affecté : Les SOL peuvent être distribués de façon ciblée par des comités d'entreprise, des mutuelles, des CE pour permettre l'accès de certains à des biens et services que leurs revenus ne leur permettent pas.

C'est au fond un système de redistribution mais dont le succès attendu repose sur le fait que ceux qui sont sur-monétarisé (les riches) en donnent un peu à ceux qui sont sous-monétarisés (les pauvres) notamment par un réseau toujours plus important.

Le fait que le SOL reste une monnaie scripturale virtuelle (sur une carte à puce) non convertible en Euros permettra qu'il se comporte comme une monnaie locale autonome en circulation.

---

<sup>5</sup> Monnaie fondante : C'est une monnaie dont la valeur soit diminue régulièrement, soit s'annule avec le temps. Certaines monnaies fondantes, par exemple, ont une validité nominale de 6 mois. Dans l'exemple donné, on la réutilise à la fin de son cycle de validité dans des actions collectives, dans d'autres cas on peut la « revalider » pour une période donnée en payant un « timbre » en monnaie légale qui en diminue la valeur et incite donc à la dépenser avant la fin de sa période de validité.

## **2.7 Le Palmas, la monnaie de la favella**

C'est une belle histoire que nous raconte le site intermondialiste Basta ! (<http://www.bastamag.net/spip.php?article729>)

L'histoire se passe dans une favella (un bidonville) sans eau ni électricité installée sur une décharge de la banlieue de Fortaleza, dans le Nordeste brésilien.

C'est la , à Conjunto Palmeiras qu'en 1998 Joaquin Melo, jeune séminariste adepte de la théorie de la libération<sup>6</sup> créera la première banque communautaire du Brésil, après s'être posé quelques questions essentielles ; *« pourquoi sommes-nous pauvres ? »* ou encore : *« La pauvreté vient du fait que le peu d'argent qu'on a, on le dépense ailleurs »*. De là germe l'idée de créer une monnaie, le Palmas, utilisable seulement dans le quartier, pour « relocaliser » l'économie. *« On a voulu rompre avec le micro-crédit individuel, car personne ne peut résoudre ce genre de problème de manière isolée. Nous avons réfléchi à un système de développement territorial, avec un réseau de production »*.

La banque a démarré avec un capital de 2000 real (600 euros) et 10 ans plus tard un tiers des commerçants du quartier acceptent le Palmas, monnaie locale de la favella.

La "dynamique Palmas" a généré des coopératives de production et des centres de formation professionnelle qui transforment le quartier. Plusieurs milliers de jeunes ont bénéficié de formations professionnelles à travers les programmes initiés par cette banque véritablement populaire. Aujourd'hui, la banque gère un portefeuille d'environ 2 millions de reals (800.000 euros) Le succès du « système Palmas » fait des émules. 47 banques communautaires ont été créées au Brésil. Et 3600 au Vénézuéla.

## **2.8 La monnaie locale à l'Allemande : Le Chiemgauer**

Il existe en Allemagne une douzaine de monnaies régionales et paraît-il une cinquantaine en projet. On se contentera de décrire l'une de ces expériences dont le but est avant tout économique, comme on le verra

Les motivations pour lancer une telle opération peuvent varier suivant les lieux et les gens. Celui-ci est donné comme un modèle de « gagnant-gagnant. Jugez-en :

---

<sup>6</sup> Théologie chrétienne progressiste, née au début des années 1970 en Amérique latine, qui vise à faire des populations pauvres et opprimées les acteurs de leur libération (des dictatures, de l'exploitation)

## La monnaie s'appelle le Chiemgauer

Au départ, il s'agit d'une expérience pédagogique lancée par l'école Steiner de Prien am Chiemsee, petite ville au Sud-Est de Munich : créer un moyen de paiement contribuant au développement de la région et s'assurer le soutien des commerçants et des petits entrepreneurs locaux en leur proposant un espace publicitaire. C'est désormais une association qui en assure la gestion et le principe est le suivant<sup>7</sup> :

- L'asso gestionnaire vend 103 Chiemgauer au prix de 100 euros.
- Le porteur de cette monnaie peut l'utiliser comme des euros chez les commerçants et dans les entreprises adhérentes, à la valeur nominale soit 1 Chiemgauer pour 1 euro:
- En contre partie, le commerçant voit sa pub partiellement financée dans le réseau de l'association. La monnaie est « fondante » ; tous les trimestres on doit y coller un timbre de 2% de sa valeur pour la « revalider » : cet intérêt négatif potentiel accélère la circulation de la monnaie, c'est à dire la fréquence des achats et augmente donc les chiffres d'affaire (d'après les dernières évaluations, le Chiemgauer créerait près de 6 fois plus d'affaires et d'emplois que l'Euro).
- Les commerçants peuvent revendre leurs Chiemgauer contre des euros au taux de 0,95 soit avec 5% de frais de change mais préfèrent de plus en plus s'en servir pour payer leurs propres charges et fournitures dans le réseau, ce qui leur épargne cette « taxe » privée.
- L'association qui au départ fait 3% de « ristourne » sur la monnaie récupère 5% de frais de change quand la monnaie lui est revendue et donc gagne par différence 2% qui couvrent les frais de fonctionnement et le service publicitaire fourni aux commerçants.

Le système favorise aussi l'épargne (en Euros !) laquelle sert de couverture aux opérations en monnaie locale et intéresse donc aussi les banques locales. IL est désormais supporté depuis 2006 par l'utilisation de cartes à puces en Chiemgauer

---

<sup>7</sup> Les taux actuels des transactions sont donnés sans garantie

## **2.9 Le Sucre, monnaie de l'ALBA**

L'ALBA (Alliance Bolivarienne pour les Amériques), lancée en 2005, se veut une alternative à la ZLEA "Zone de libre-échange des Amériques" soutenue par les Etats-Unis. En font partie notamment le Nicaragua, la Bolivie, Cuba, le Venezuela, le Honduras, la Dominique, l'Equateur, Saint-Vincent et les Grenadines, Antigua-et-Barbuda. L'initiative reste ouverte à d'autres pays d'Amérique latine.

Le 7 novembre 2009, les chefs d'Etat et de Gouvernement qui participaient au VIIe Sommet de l'ALBA ont pris la décision de mettre en place le Système Unique de Compensation Régionale (SUCRE) pour les échanges commerciaux entre les pays membres, qui entrera en vigueur en début 2010.

Le SUCRE est une monnaie régionale qui régulera les achats et ventes entre gouvernements et fonctionnera donc un peu comme fonctionnait il y a quelques années l'European Currency européenne (ECU). Il est envisagé dans un futur que l'on dit proche qu'il circule comme une monnaie à part entière, comme un EURO sud-américain.

L'initiative est évidemment dirigée contre le dollar, monnaie hégémonique depuis la fin de Bretton Woods et contre le FMI dominé par le géant étasunien. Le moment de cette émergence d'une monnaie régionale latino n'est probablement pas le fruit du hasard : Non seulement elle est représentative d'un mouvement de libération de la domination étasunienne qui s'étend dans tout le sous-continent Sud-Américain mais elle se produit pendant une crise mondiale dans laquelle le rôle du dollar comme monnaie de référence mondiale implicite est de plus en plus contestée. L'existence du SUCRE ne pourra sûrement pas être ignorée dans le vaste mouvement de contestation mené de plus en plus ouvertement par la Chine, les pays de l'ASEAN (Sud-est asiatique) ou les pays de l'OCS (l'Organisation de Coopération de Shanghai) dans laquelle on trouve, aux côtés de la Chine la Russie et plusieurs pays de l'Est.

## **2.10 Les Eurodevises, la monnaie privée des banques**

Le marché des capitaux et le système bancaire ont beau diriger et gérer de fait l'ensemble du système monétaire, les exigences de fonctionnement en marchés organisés imposent des contraintes aux opérateurs les plus décomplexés qui rêvent de liberté totale. C'est vrai aussi pour les gouvernements agissant en limite ou au delà des règles démocratiques et aussi pour les organisations criminelles de toutes obédiences dont certains économistes prétendent qu'elles sont derrière près de 15% de la circulation monétaire mondiale.

Il a donc fallu répondre à tous ces besoins de liberté qui ont peu à voir avec la justice ou l'équité et développer une offre monétaire compatible avec l'activité forcenée des paradis fiscaux que l'OCDE est bien la seule à ne plus voir exister tandis que les banques ont retrouvé l'envie, les moyens et la volonté de relancer leurs activités spéculatives et de renouer avec les bénéfices indécents.

Le véhicule monétaire utilisé est l'Eurodevise, qui se décline en eurodollars, euroyens, eurohuans, etc... suivant la monnaie d'origine qui en couvre le fonctionnement.

Le principe fut inventé par l'administration étasunienne à la fin de la dernière guerre mondiale, pour la mise en application du plan Marshall et plus tard utilisé par l'Union Soviétique pendant la guerre froide pour « faire travailler » en occident ses réserves en dollars. Sa gestion a été prise en main dans les années 80 par la city de Londres. L'organisme gestionnaire appelé BBA (British Banker Association) est un réseau bancaire de droit britannique qui regroupe 223 banques de 60 pays sur les cinq continents et gère collectivement les taux d'intérêts à court terme utilisés dans les échanges monétaires internationaux.

Le principe de l'eurodevise est relativement simple :

A partir d'un dépôt dans une banque du pays d'origine, un opérateur émet des titres de paiements (bons de caisse, certificats de dépôt, ...) rédigés en eurodevise (eurodollar si le pays d'origine est les USA, euroyen si le pays est le japon, etc...) dans un pays autre que celui où la monnaie a cours. Ce

billet a ordre est une véritable monnaie, négociable sur un marché, bien qu'assez malcommode pour des particuliers car il existe un plancher d'utilisation à 150 000 dollars ou l'équivalent dans une autre monnaie.

Les eurodevises sont évidemment hors du contrôle du pays d'origine puisque la monnaie n'en sort pas et du pays où elles circulent puisque dans ce pays elles ne sont que le support d'échanges privés de gré à gré.

Elles sont le véhicule principal de la circulation monétaire à court terme dans les paradis fiscaux et le CADTM leur attribue la responsabilité principale dans l'accroissement de la dette du tiers monde.

Cette monnaie mondialisée et hautement privée est alignée avec une petite différence sur la monnaie générique qui la supporte, le LIBOR<sup>8</sup> définissant chaque jour son taux effectif. C'est une monnaie fondante (l'émission est toujours à durée limitée) remboursable à échéance dans le pays d'origine mais la continuité des émissions fait que le marché eurodevises est toujours alimenté.

### **3 Questions pour un débat**

#### ***3.1 Des caractéristiques communes***

Nous venons de voir différents types de monnaies alternatives, locales ou thématiques, qui ont toutes en commun, malgré leur grande diversité, d'être l'instrument d'échange d'une communauté d'intérêts particulière : Ce que nous pouvons retenir comme différence avec les monnaies dites nationales ou encore « traditionnelles », c'est que ces monnaies alternatives sont conçues pour répondre à des problèmes particuliers et privilégient certains attributs au détriment d'autres, au point même d'en éliminer certains.

Enfin mais ce n'est pas le moins important, si les monnaies traditionnelles sont imposées par l'espace dans lequel on vit, ce n'est absolument pas le cas des monnaies alternatives qui, au contraire, devront être conçues et réalisées

---

<sup>8</sup> LIBOR : Le **LIBOR** (London InterBank Offered Rate) est la référence du prix de l'argent emprunté pendant des durées de un jour à douze mois sur le marché interbancaire de Londres et des euro-devises.

sur la base d'un choix citoyen : Elles définiront un espace économique et social découlant de la pratique des échanges et pas le contraire

### **3.2 Quels choix pour de nouvelles politiques ?**

Dans notre espace social français, même élargi à l'espace européen, le choix actuel parmi les systèmes existant est assez limité pour les citoyens ordinaires que nous sommes :

Bien que pratiqués par une petite minorité, les systèmes SEL sont opérationnels : On peut craindre que leur caractère militant ne les conforte dans ce caractère de solidarité minoritaire. Si cependant la situation sociale continue à se dégrader, ils pourraient bien se révéler des structures de dernier recours efficaces « à l'Argentine ». Cela supposerait probablement un renforcement considérable de leurs structures.

Le système SOL, s'il sort du domaine expérimental, repose sur le concept d'entreprise « éthique » à base mutualiste ou solidaire. Dans le contexte actuel de néolibéralisme, basé sur l'affaiblissement de la notion d'intérêt public, l'élargissement du procédé apparaît peu probable.

Il est certain que la situation fragile de la petite et moyenne entreprise étranglée par le manque de crédit favoriserait la prise en compte de monnaies locales « à l'allemande » permettant de relocaliser l'activité en créant des « boucles de consommation et d'activité » locales et ce pourrait être impulsé par des pouvoirs régionaux ou locaux favorables. La question serait éventuellement à poser aux prochains débats sur les élections régionales.

## **4 Dans le débat**

En dehors de l'expérience des SEL, relativement connue comme un exemple de troc organisé, l'existence de monnaies locales quasi officielles et acceptées par les entreprises soulève une certaine perplexité.



S'agit-il réellement d'alternatives à la monnaie courante devenue un bien intermédiaire en soi thésaurisable, épargnable cumulable et objet lui-même d'échanges et de spéculation ?

Le fait que la monnaie légale soit le reflet de choix politiques dominants est un fait qui n'est contesté par personne : La perspective de mettre en cause ces choix dominants en utilisant d'autres moyens d'échange et en particulier des monnaies locales créant des circuits économiques relocalisés soulève beaucoup plus de scepticisme. Ce sont pourtant des faits avérés dans les exemples donnés et dans de nombreux autres qu'il serait trop long d'énumérer et décrire.

Le fait qu'une monnaie locale doive être gérée et par conséquent réglementée par une banque ou une association qui en fait fonction soulève étonnement et méfiance : L'idée est fortement ancrée qu'une banque avant tout gère son propre profit et dans ces conditions comment pourrait-elle gérer un système mettant en cause le fonctionnement capitaliste ?

L'exposé rappelle que, appliqué en tant que complément à une monnaie légale dans un système qui reste libéral, la banque gérante a un double fonctionnement, avec la nécessité de garantir ses opérations en monnaie locale par des dépôts au moins équivalents en monnaie légale. Par ailleurs, elle prélève sur les échanges en monnaie locale une commission faible mais couvrant ses frais de gestion. L'exemple est rappelé du crédit coopératif qui soutient l'expérience du SOL mais, précisément, le caractère spécifique de cet établissement bancaire qui s'inscrit dans une démarche de financements « éthiques » fait douter que l'expérience soit largement développable.

Des démarches comme la démarche allemande de la monnaie « Chiemgauer » étonnent mais la démonstration est économiquement crédible : les échanges « gagnant-gagnant » représentent en quelque sorte des objectifs idéaux dans l'imaginaire économique. Une participante remarque pourtant que dans la mesure où l'un de ses effets jugés bénéfiques est de forcer l'activité économique en accélérant la consommation, cet effet est plutôt en contradiction avec des concepts revendiqués d'économie

durable et de décroissance. Il faudrait évidemment développer ce débat avec arguments et contre arguments mais ne pas oublier d'y inclure les effets bénéfiques de la relocalisation permettant une gestion plus efficace des ressources locales et la réduction des transports liés à la production délocalisée sans oublier la suppression des contraintes spéculatives sur les échanges.

L'idée que des pouvoirs locaux s'appuyant sur une monnaie locale pourraient développer des échanges économiques de proximité un peu sur le modèle expérimenté par certains länders (régions) allemands, idée développée en §3.2 n'apparaît pas vraiment crédible vu égard aux habitudes centralisatrices françaises, en tout cas pas dans le contexte actuel des pouvoirs politiques dans le pays et les régions.

Ce débat montre que le système monétaire actuel est lié à une idéologie et à une organisation sociétale, autrement dit au pouvoir dans la société : sa reconquête citoyenne serait un élément important de construction d'un « autre monde » différent.

-0-0-0-0-0-0-

## Annexe

### Histoire de la monnaie fondante

Elle serait due à Gesell, dont Keynes prétendait « L'avenir aura plus à tirer de la pensée de Gesell que de la pensée de Marx », un penseur que pourtant l'histoire économique a presque entièrement oublié.<sup>9</sup>

Comme Keynes, Gesell remet en cause la loi de Say (ou loi des débouchés), c'est-à-dire cette croyance, largement partagée à son époque, que l'offre engendre sa propre demande, par le biais des revenus qu'elle contribue à distribuer. Pour Gesell, il n'en est rien dans une économie monétaire : celui qui détient une marchandise est habituellement pressé de s'en débarrasser, parce qu'elle peut s'abîmer ou provoque des coûts de stockage. Il y a donc, du côté de l'offre, une « compulsion de vente ». Mais, du côté de la demande, rien ne pousse les détenteurs de monnaie à la dépenser, tant qu'elle ne coûte rien à détenir : c'est ce que Keynes appellera la « trappe à liquidités », qui s'ouvre lorsque le taux d'intérêt devient si bas que la possession de monnaie paraît préférable à toute forme de placement, car elle permet au moins de profiter des éventuelles opportunités qui pourraient se présenter.

Comment pousser les détenteurs de monnaie à l'utiliser, comment transformer la monnaie oisive en monnaie active? À cette question, Gesell répond par une proposition originale : la « monnaie fondante ». Si la détention de la monnaie coûte au moins autant que la détention des biens, l'équilibre sera rétabli et le système économique pourra fonctionner sans heurts et sans pénalisation. Une détention qui coûte quelque chose ? Ce peut être par le biais de l'obligation faite aux détenteurs de billets de faire tamponner leurs billets à intervalles réguliers : à chaque coup de tampon, le billet perd une partie de son pouvoir d'achat (et le billet non tamponné n'a plus de validité). Gesell avançait le chiffre de 1 ‰ chaque semaine (5,2 % par an). Avec la monnaie scripturale (comptes bancaires), l'opération est encore plus simple : par exemple, toutes les semaines, l'avoir est amputé d'un certain montant. On comprend que cette technique encourage les détenteurs de monnaie à la remettre sans tarder dans le circuit. Et, du coup, la thésaurisation est éliminée : la loi de Say peut prendre consistance, mais grâce à une opération monétaire, non grâce aux automatismes du marché.

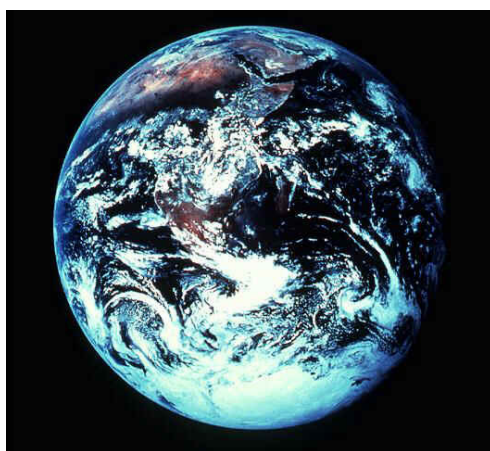
---

<sup>9</sup> Sylvio Gesell est un socialiste Proudhonien de la fin du XIXe siècle, farouche adversaire du capitalisme financier, c'est à dire de la possibilité, pour celui qui détient de l'argent « de s'enrichir en dormant ». Les infos de cette annexe sont tirées d'un article de Denis Clerc et de Johannes Finckh dans « alternatives économiques n° 158 en 1998. Il a été reproduit depuis dans un « wikisource »

[http://fr.wikisource.org/wiki/Silvio\\_Gesell:\\_un\\_pr%C3%A9d%C3%A9cesseur\\_de\\_Keynes#cite\\_note-0](http://fr.wikisource.org/wiki/Silvio_Gesell:_un_pr%C3%A9d%C3%A9cesseur_de_Keynes#cite_note-0)

## **Le mois prochain**

### **Le sommet de Copenhague**



Nous essaierons de mettre en lumière les enjeux et les conséquences économiques des décisions éventuellement prises à l'occasion du sommet sur l'environnement ... et de celles qui, hélas, ne seront probablement pas prises.

Nous tenterons aussi de débusquer les multinationales et les intérêts divers qui se cachent derrière certaines défaillances avérées de la volonté politique dans la mise en oeuvre de solutions crédibles et pérennes..

**On en débat, le jeudi 14 Janvier à 19h45**

A l'atelier d'économie

Maison des associations

181 avenue Daumesnil 75012 Paris